

Le PLQ n'est plus à la hauteur du Québec

Le Parti libéral du Québec se présente comme le parti de l'expérience, celui qui sait gouverner et qui a dirigé la province pendant la moitié des cinquante dernières années. Cette réputation ne correspond plus à ce que le parti vit depuis 2022.

Trois chefs en moins de quatre ans illustrent ce déclin. Dominique Anglade quitte son poste en 2022 après le pire résultat électoral de l'histoire du parti, soit 14 % des voix selon les chiffres rapportés par La Presse canadienne. Marc Tanguay assure l'intérim pendant plus de deux ans et demi, un délai qui montre à quel point la relève libérale tarde à se manifester. Pablo Rodriguez, ancien ministre fédéral à Ottawa, remporte la course à la direction le 14 juin 2025 avec 52,3 % des voix au deuxième tour, selon Radio-Canada. Six mois plus tard, le 17 décembre 2025, il démissionne. Il devient ainsi le chef du PLQ au règne le plus court de l'histoire du parti, comme l'a relevé Le Devoir.

Cette démission n'a rien d'anodin. Le Journal de Montréal révèle en novembre 2025 que des donateurs présents à une soirée de financement de M. Rodriguez ont reçu des enveloppes contenant 500 dollars en argent comptant, remis par l'homme d'affaires Emanuel Cabral. Le même journal rapporte ensuite qu'une vingtaine de donateurs se seraient fait rembourser leurs contributions, une pratique que la Loi électorale du Québec interdit. L'Unité permanente anticorruption ouvre une enquête criminelle sur la course à la direction. Élections Québec confirme en mars 2026 qu'elle examine aussi le dossier, rapporte Le Soleil. M. Rodriguez a toujours plaidé qu'il n'était pas au courant, mais la pression de son propre caucus l'a forcé à partir.

Sous Jean Charest déjà, le PLQ avait dû rembourser plus de 1,1 million de dollars en financement non conforme, un épisode que Radio-Canada rappelait encore en 2023. Deux chefs, deux époques, deux crises de financement : le problème touche la culture du parti, pas seulement les individus qui l'ont dirigé.

Charles Milliard hérite de ce dossier. Le 13 février 2026, il est couronné chef par acclamation après le rejet de la seule autre candidature, celle de l'agriculteur beauceron Mario Roy, qui n'avait recueilli que 250 dollars en dons, loin du seuil de 15 000 dollars exigé par le parti, selon Radio-Canada. M. Milliard promet que l'intégrité, la transparence et l'imputabilité guideront son mandat, rapporte La Presse. Les enquêtes de l'UPAC et d'Élections Québec restent pourtant ouvertes plusieurs mois après son arrivée. Et selon une chronique de La Presse publiée le lendemain de son couronnement, près de 60 % des Québécois ignorent qui il est.

Ce déficit de notoriété s'ajoute à un déficit de membres et de votes. Le nombre d'adhérents libéraux est tombé entre 10 000 et 13 000 en janvier 2025, environ quatre fois moins qu'à l'arrivée de Philippe Couillard au pouvoir en 2014, rapportait Le Journal de Québec, cité par La Presse. Un sondage Léger de mars 2025 plaçait le parti à seulement 10 % d'appuis chez les électeurs francophones. Selon Le Devoir, sur les dix-neuf élus libéraux à l'Assemblée nationale, un seul siège se trouve hors de l'île de Montréal.

La confusion du PLQ sur la langue achève de fragiliser sa crédibilité. En juin 2026, le président de la Commission politique nationale du parti, André Pratte, exige le retrait du plafonnement des places dans les cégeps anglophones imposé par la loi 96, qualifiant ce plafonnement de détournement utilisé par le gouvernement pour restreindre le choix des adultes, selon L'Hebdo Journal. La députée Jennifer MacCarone et sa collègue Désirée McGraw réclament le même jour le retour du libre choix pour les cégeps de langue anglaise. Le PLQ s'oppose la même semaine à l'extension de la loi 101 à la formation professionnelle et à l'éducation aux adultes.

Le ministre responsable de la Langue française, Jean-François Roberge, résume la contradiction en accusant Charles Milliard de vouloir affaiblir la Charte de la langue française tout en prétendant la protéger, selon Le Devoir. La sortie provoque des remous jusque dans le caucus libéral et oblige M. Milliard à promettre de revoir sa position et d'examiner le maintien de la clause dérogatoire, tout en affirmant que son parti reste foncièrement francophone. Un parti qui doit se corriger en plein congrès sur la question identitaire la plus sensible de la politique québécoise ne projette pas l'image d'un gouvernement en attente.



Cette hésitation sur la langue ne rassure personne. Elle confirme, chez une partie de l'électorat francophone, la crainte que le PLQ priorise sa base du West Island plutôt qu'un projet national cohérent. Elle n'apaise pas non plus la communauté anglophone, qui voit un parti incapable de gérer sa propre course à la direction sans scandale, et qui doit se demander si ce même parti saura défendre ses institutions le jour où la Coalition avenir Québec ou le Parti québécois les attaqueront de nouveau. Et pour l'ensemble des Québécois, à moins de cent jours d'une élection générale prévue le 5 octobre 2026, le PLQ entre en campagne avec un chef que la majorité de la population ne connaît pas, des enquêtes judiciaires non résolues et une ligne politique que son propre porte-parole linguistique a dû corriger en plein congrès du parti.

Charles Milliard répète depuis février que l'intégrité n'admet pas de nuance, qu'on l'est ou qu'on ne l'est pas. C'est exactement la norme à laquelle il faut maintenant tenir son parti, puisque les enquêtes ouvertes sous son prédécesseur n'ont toujours pas livré leurs conclusions. Un parti qui aspire à diriger l'État québécois doit pouvoir présenter ses comptes avant de demander la confiance des électeurs, pas après.

On peut objecter que Charles Milliard n'a rien à voir avec les gestes reprochés à Pablo Rodriguez, ou que la Coalition avenir Québec et le Parti québécois traversent elles aussi leurs propres turbulences, la première en pleine course pour remplacer François Legault, la seconde portée par un projet référendaire qui inquiète une bonne partie de l'électorat. Ces deux remarques sont exactes, mais aucune ne répond à la question posée ici. M. Milliard n'a pas créé la crise de financement de 2025, mais il dirige aujourd'hui le parti où elle est née, et les enquêtes ouvertes à ce sujet ne sont toujours pas closes à l'approche du scrutin. Que d'autres partis aient leurs propres difficultés ne règle ni le déficit de confiance du PLQ chez les électeurs francophones, ni la ligne linguistique que son propre porte-parole a dû nuancer en plein congrès.

On peut aussi soutenir que la défense du libre choix dans les cégeps anglophones s'inscrit dans la tradition du PLQ de protection des droits de la minorité historique, plutôt que dans une contradiction. Cet argument tiendrait si la sortie d'André Pratte n'avait pas provoqué des remous jusque dans le propre caucus du parti et chez les anglophones eux-mêmes, forçant Charles Milliard à revenir préciser sa position devant les militants réunis. Un parti qui défend une ligne avec constance n'a pas besoin de la corriger devant ses propres membres la même semaine.

Le Parti libéral du Québec a gouverné la province pendant la moitié des cinquante dernières années. Cette feuille de route appartient au passé. Le présent du parti, c'est trois chefs en quatre ans, une enquête criminelle non résolue, le pire score électoral de son histoire et une ligne linguistique que son propre chef doit réécrire devant ses militants. Le Québec mérite un débat plus solide que celui que le PLQ peut offrir en ce moment.

Louis-Martin Carrière